

# LE MONDE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant  
du Rond point Grand Hôtel.  
CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33  
E-mail: lemonde\_niger1@yahoo.fr

## D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

6ème année

N°317 DU MERCREDI  
05 DECEMBRE 2018

PRIX : 300 F

**Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse**

*Processus électoral*

# Le forcing suicidaire d'Issoufou en faveur de qui ?



*Cette CENI-maison et cette loi électorale taillées sur mesure pour assurer la victoire d'un régime qui a fait ses preuves négativement et que les Nigériens ne sont pas prêts de reconduire, s'il faille forcer à aller avec aux prochaines consultations, sont porteuses d'incertitudes majeures pour le pays. Ils sont en effet nombreux à le décrier dans l'opposition et l'on sait qu'en plus, il y a des voix muettes au sein du pouvoir qui ne sauraient les cautionner jusqu'au...*

*Crise au parti CPR INGANTCHI*

## K a s s o u m Moctar est-il en train d'être lâché par les Guristes ?

*Impressionnante mobilisation politique du député  
Tanimoune Oumarou au meeting de Koré Mairoua*

### La descente aux enfers du MPN-Kiishin Kassa continue

*Fermeture des locaux de la société  
ORANGE-NIGER par les services des Impôts*

### Un signe évident d'un manque de ressources financières pour la Renaissance

# Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

## La grogne sociale va bientôt reprendre et ce n'est pas une bonne chose à la veille d'élections de fin de mandat

J'ai suivi l'information sur votre agenda officiel et me suis rendu compte que vous allez encore repartir à l'étranger, comme toujours depuis près de huit ans que cela dure. Le 6 décembre, vous serez en principe à Nouakchott, en Mauritanie, pour la conférence de coordination des partenaires et bailleurs de fonds du G5 Sahel. En votre qualité de président en exercice de cette institution et au regard de tout ce que vous avez fait comme discours sur l'insécurité et la lutte contre le terrorisme, je présume que vous ne pouvez pas ne pas être dans la capitale mauritanienne. Dès le 8 décembre suivant, il y a le forum de l'Afrique à Charm el Cheikh, en Egypte. De Nouakchott, j'imagine que vous allez faire le pont pour honorer de votre présence ce forum auquel vous avez sans doute promis de participer. Enfin, j'ose l'espérer, le 10 décembre, vous atterrirez à Marrakech, au Maroc, pour le sommet pour la migration. Une belle tournée de plus d'une semaine en dehors du pays, soit dit des multiples problèmes qui vous assaillent. D'aucuns racontent d'ailleurs que le motif essentiel de vos déplacements à l'étranger réside dans le fait que vous ne vous sentirez mieux que lorsque vous quittez le territoire national. Il y a de quoi le croire, votre tendance à voyager à l'extérieur du Niger frisant la légende. En tout cas, dans l'histoire politique du Niger, aucun président ou chef d'Etat n'a montré autant de goût pour les voyages à l'extérieur. Un de mes amis, un brin critique, m'a dit que vous cherchez à construire à l'extérieur ce que vous n'avez pas pu acquérir chez vous, au pays. Mais le problème, c'est que le pays vous rattrape toujours. Les problèmes économiques que vous avez provoqués et entretenus par une mauvaise gouvernance, une corruption endémique, des détournements massifs des deniers et biens publics, les trafics de devises, de drogue et d'armes, etc., ne vont pas se dissiper, du jour au lendemain, parce que vous les aurez laissés derrière vous pour d'autres réalités. Les problèmes sociaux, notamment le manque d'eau potable pour de nombreuses populations, l'insécurité alimentaire, la pauvreté ambiante, la santé hypothéquée, l'école démantelée, etc., ne trouveront pas non plus de solutions dans vos déplacements incessants à l'étranger. Quant aux problèmes politiques que vous avez résolument forgés pour disposer des suffrages de vos compatriotes selon votre volonté et vos attentes, il est bon de savoir que refuser d'écouter les appels à la raison, c'est choisir délibérément de mettre son pays sur la voie de périls graves.

Monsieur le “Président”,

J'ai appris, sur ce dernier sujet, que vous auriez enfin décidé de trancher en faveur de la candidature de Mohamed Bazoum pour défendre les couleurs du Pnds à l'élection présidentielle prochaine. Personnellement, si tel est le cas, je crois que vous n'avez pas mieux à faire. Mohamed Bazoum va désormais ravalier ses ressentiments éventuels et le général SalouDjibo restera définitivement tranquille. SalouDjibo, tout comme tous ces petits agitateurs qui, au sein du Pnds, veulent constituer un barrage solide pour la réalisation des ambitions de Mohamed Bazoum. Il suffit que vous souteniez le président du Pnds pour que tous rentrent dans les rangs et se fassent petits. Mohamed Bazoum le sait et tous les Nigériens le savent. S'il y a le moindre opposant à sa candidature, c'est que votre ombre est derrière. C'est pourquoi, lorsqu'on m'a rapporté que c'est un certain MassoudouHassoumi qui voudrait mettre du sable dans l'attiéké de Mohamed Bazoum, je me suis dit que vous n'êtes pas bien loin. Je crains de commencer à voir les prémices d'un plan que je redoute. Un plan machiavélique que certains de vos compatriotes vous soupçonnent de planifier et qui viserait à susciter plusieurs ambitions dans les rangs du Pnds, histoire de diviser pour mieux régner. Si, donc, HassoumiMassoudou a des prétentions, c'est qu'il faut s'attendre à ce que d'autres hurluberlus fassent connaître leurs prétentions. Je crois sincèrement que vous avez d'abord intérêt à éteindre les feux qui couvent au sein du Pnds. Le reste, c'est une affaire qui vous opposera aux citoyens nigériens et là, c'est une autre paire de manches.

Monsieur le “Président”,

Nous sommes à un mois du début de l'année électorale et vous semblez complètement insouciant par rapport aux risques de périls qui pèsent sur la quiétude sociale et la stabilité du Niger du fait d'un processus électoral boiteux. Dans un mois, les questions électorales vont prendre le pas sur toute autre préoccupation. Les élections locales étant prévues pour le 20 janvier 2020, je ne vois pas comment, avec toutes les difficultés et les problématiques jusqu'ici sans solutions, les perspectives s'annoncent sombres pour notre pays. Ce n'est pas pour faire les oiseaux de mauvais augure, mais pour attirer, encore une fois, votre attention, sur les risques majeurs que vous feriez peser sur la stabilité du pays en continuant à faire la sourde oreille. Je m'inquiète vivement du moment où selon des informations dignes de foi, vous êtes réputé pour ne pas écouter les conseils. Vous n'en feriez qu'à votre tête et pour un chef d'Etat,

c'est un bien fâcheux caractère. Un chef d'Etat doit savoir écouter, se surpasser et se remettre en cause. L'arrogance, le mépris et l'ignorance des préoccupations populaires sont à bannir lorsqu'on gère les affaires publiques. Vous suivez probablement ce qui se passe en France pour comprendre qu'il faut toujours savoir reculer à temps, apporter des solutions aux problèmes en temps opportun et éviter d'en arriver à certaines situations ingérables. Il n'y a pas, vous le savez, de peuple qui ne connaisse jamais la colère.

Monsieur le “Président”,

Les feux sont au rouge au Niger, mais je comprends qu'ayant fait un hold-up électoral qui est passé comme lettre à la poste, vous ne puissiez pas mesurer les risques réels liés à une volonté de disposer des suffrages de vos compatriotes comme vous voudriez. En 2019, les événements risquent de se précipiter. J'ignore ce qui va se passer exactement et comment, mais je reste particulièrement convaincu que les Nigériens n'accepteront pas, une seconde fois, de subir sans réagir à une confiscation de leurs suffrages. Un ami membre des Forces de défense et de sécurité m'a informé des mesures qui seraient en cours pour faire face à toute contestation de ce qui se prépare. Il m'a expliqué que des recrutements massifs de policiers, de gardes nationaux et de gendarmes sont en cours. Il y a, m'a-t-il dit, 1500 policiers, 1500 gardes nationaux et 1000 gendarmes en cours de recrutement et que ces recrutements s'inscrivent dans la perspective des événements à venir. Ces informations, si elles sont confirmées, constituent un motif réel d'inquiétude. En connaisseur, il m'a expliqué que même l'armée n'a jamais recruté autant et j'ai compris la démarche. Pendant qu'on amenuise les capacités de l'armée régulière, on massifie les effectifs des gardes nationaux, de la police et de la gendarmerie pour les dresser contre les populations qu'il faut nécessairement empêcher de contester et de revendiquer leurs droits.

Monsieur le “Président”,

Si tel est le projet dans lequel vous vous êtes inscrit, il serait sage de l'abandonner et de chercher rapidement les voies et recours nécessaires pour apaiser les esprits et rassurer les Nigériens. Dans ce schéma, vous ne pourriez pas sortir grandi comme vous pensez le faire. Sachez que vous n'avez pas beaucoup de temps pour le faire, car à partir de janvier 2019, le climat politique va pourrir davantage et Dieu seul sait comme les choses vont se passer. La grogne sociale va bientôt reprendre et ce n'est pas une bonne chose à la veille d'élections de fin de mandat.

Mallami Boucar

## Crise au parti CPR INGANTCHI

# Kassoum Moctar est-il en train d'être lâché par les Guristes ?

Après ses anciens collègues Abdou Labo et Omar Hamidou Tchiana, c'est sans doute le tour de l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports Kassoum Moctar d'être lâché par les Guristes réunis autour du Président Issoufou Mahamadou. Le dimanche 02 décembre dernier, un groupe de responsables du parti Convention pour la République (CPR INGANTCHI) ont rendu publique une déclaration, dans laquelle ils ont annoncé avoir mis en place un comité de crise dont l'une des premières décisions a été de suspendre Kassoum Moctar de la présidence de ce parti pour une période d'un an. Les mêmes ont désigné le député Ibrahim Maïdagi Kabirou pour diriger le CPR INGANTCHI jusqu'à la tenue d'un congrès extraordinaire, dont ils n'ont toutefois pas annoncé la date et le lieu. Les mêmes responsables du

CPR INGANTCHI ont accusé Kassoum Moctar de plusieurs fautes dont, entre autres, une gestion personnelle du parti et des nominations dont a bénéficiées le CPR INGANTCHI, en échange de son soutien à la candidature du Président Issoufou Mahamadou au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2016. Même si certains pensent qu'il ne s'agit que d'une crise de positionnement qui a cours au sein du jeune parti CPR INGANTCHI, d'autres analystes n'hésitent pas à voir des « mains invisibles » derrière la procédure engagée contre Kassoum Moctar. Ces analystes disent craindre que le président du CPR INGANTCHI ne soit en train de vivre les mésaventures connus par deux autres ministres qui ont pourtant activement contribué à la victoire du Président Issoufou Mahamadou. Il s'agit



des anciens ministres d'Etat Abdou Labo et Omar Hamidou Tchiana.

Le premier a été victime d'une fronde qui a fini par l'emporter de la tête de la Convention démocratique et sociale (CDS-RAHAMA). Le deuxième est aussi en proie à une fronde de certains membres de son parti qui cherchent, visiblement, à lui arracher la présidence de l'Alliance des mouvements pour l'émergence du Niger (AMEN-

AMIN). Ceux qui soutiennent que Kassoum Moctar est en train d'être lâché par les Guristes pensent que l'intéressé peut faire les frais de sa proximité avec le président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA), dans le cadre de la guerre des clans qui a cours au sein de ce parti, dans la perspective de la désignation du successeur du Président Issoufou Mahamadou en 2021.

Dan Lamso

## Fermeture des locaux de la société ORANGE-NIGER par les services des Impôts

### Un signe évident d'un manque de ressources financières pour la Renaissance

Un signe évident d'un manque de ressources financières pour la Renaissance Depuis quelques jours, les services de l'opérateur de téléphonie Orange-Niger sont sous scellés. Ils ont été fermés par les services de la Direction générale des impôts. Selon des sources concordantes, il est exigé de l'opérateur de téléphonie de verser à l'Etat du Niger la rondelette somme de 20 milliards de francs CFA calculée par les services des Impôts après un redressement fiscal. Les mêmes sources affirment qu'ORANGE-NIGER fait de la résistance et aurait même saisi la justice pour obtenir la suppression de cette amende, mais sans succès. Quoi qu'il en soit, jusqu'à hier mardi à 18h, les autocollants des

services des impôts étaient visibles sur les portes d'entrée des services de l'opérateur de téléphonie. Cette mesure des services des Impôts a été saluée par plusieurs internautes nigériens qui, il y a quelques mois, ne comprenaient pas que les mêmes services fermaient des sièges des organes de presse privée qui arrivent à peine à assurer leur fonctionnement, pendant que des grands opérateurs qui font des affaires des milliards n'étaient nullement inquiétés. Pour d'autres Nigériens, la fermeture de l'opérateur ORANGE-NIGER est aussi un signe que le régime de la Renaissance est vraiment dans une situation de manque de ressources financières assez préoccupante. Ceux qui soutiennent cette idée dont



observer qu'ORANGE-NIGER est une société française et que pour que les tenants du pouvoir actuels osent s'attaquer aux in-

térêts de la France, il faut qu'ils soient vraiment dans une position où ils n'ont pas un autre choix que cela.

En tout cas si la fermeture des locaux d'ORANGE-NIGER perdure, elle peut créer un froid entre le pouvoir du Président Issoufou Mahamadou et celui d'Emmanuel Macron, surtout que ce dernier fait aussi face ces derniers temps à une crise financière aigue qui l'a poussé à prendre des mesures impopulaires ayant provoqué les dernières émeutes en France.

Dan Lamso

Processus électoral

# Le forcing suicidaire d'Issoufou en faveur de qui ?

Les camarades nigériens, veulent à leur convenance, se confondant au Niger qu'ils ne sauraient pourtant pas représenter seuls, fussent-ils une majorité qui gouverne le pays, tenir des élections à leur seul profit, loin des règles de la compétition saine d'une démocratie normale. Le pays est à tous et chacun, de quelque condition qu'il soit, a son mot à dire dans la marche du pays et notamment par rapport aux grands sujets qui ont trait aux préoccupations majeures de la nation. Personne ne peut être laissé sur les marges, abandonné à la lisière du pays pour constituer un petit peuple de seconde zone. On n'est Nigérien ou on ne l'est pas.

Peut-être ne croient-ils plus en leur majorité, à la solidité et à la force des partis et des hommes qui les soutiennent pour «écraser» les Nigériens et détruire le Niger et son économie. Aussi, ne peuvent-ils pas être capables d'organiser des élections honnêtes dans le pays. Ils n'ont pas su gouverner sagement pour répondre aux attentes légitimes des Nigériens qui vivent aujourd'hui les affres de la médiocrité d'un socialisme avarié et diviseur, comme jamais, ils ne sauront tenir des élections crédibles dans le pays, comme du reste, ils l'ont déjà démontré en 2016. La seule chose dont ils ont été capables – et tous les Nigériens le leur reconnaissent volontiers – est d'avoir su «mélanger» les Nigériens, les amis, les familles, les partis politiques, la société civile et les syndicats au point de «tuer» le syndicalisme dans le pays. Même l'USN n'est plus qu'un pauvre «machin», un pauvre agneau qui gît sous les griffes cyniques du socialisme, victime de ses turpitudes et de ses accointances dangereuses avec le pouvoir.

Ils doivent se réjouir de la bénédiction d'un putsch qu'ils appelaient de leurs vœux et qui les porta au pouvoir, quand, sans pudeur, ils appelaient, au su et au vu de tout le monde, l'armée à «ne pas obéir à un ordre manifestement illégal». La junte qu'ils avaient employée pour remporter les élections de 2011, s'est inspirée de sa science électorale conçue dans la fraude, par un marché de dupe a-t-on appris, pour les aider à venir au pouvoir, d'où sans doute, le deal, qu'on évoquait dans la presse et dans les salons feutrés, pour soupçonner un retour de l'ascenseur au profit de leur bienfaiteur, le général étoilé qu'une révélation a dû contraindre à la discrétion pour laisser passer la bourrasque soulevée depuis des jours et entretenus sur les réseaux sociaux. Ils avaient la technologie de la fraude élec-



voulaient une victoire, n'importe laquelle, soit-elle la plus sale et la plus avilissante. Les complicités et les soutiens des Tuteurs Blancs, leur donnaient la force de tenir même dans la turpitude. Ils décapitèrent un parti de ses poids lourds régionaux en mentant à leur compte pour les confondre dans un vrai faux coup d'Etat pour les envoyer en prison, n'épargnant même pas leur candidat à la présidentielle, qu'une frayeur les poussait à «isoler» – le mot est du ministre de l'Intérieur de l'époque – ne pouvant accepter en démocrates sincères, à armes égales, que Hama Amadou batte campagne comme son challenger

torale. Ils savent surtout que celle-ci s'organise en amont, pendant et en aval des scrutins. C'est pourquoi, dans l'indifférence totale des critiques qui fusent de toute part, ils continuent, têtes baissées, à poursuivre la conduite solitaire du processus, n'écoutant ni acteurs, ni partenaires inquiets pour la stabilité d'un pays on ne peut plus trop fragile. «L'avant, le pendant et l'après des scrutins», sont des instants cruciaux des élections pendant lesquelles, les scientifiques de la fraude savent s'organiser pour avoir le contrôle du processus afin de le diriger à leur guise, à leur convenance, et surtout à leur seul profit.

## L'avant

Les Nigériens se rappellent de la manière dont les élections de 2016 avaient été conduites par les caciques du régime qui n'ont jamais voulu écouter personne, pour favoriser un climat apaisé afin de créer les conditions d'élections justes, acceptées de tous. A l'époque, une gestapo était à la manœuvre pour contrarier et taire toute résistance tant que la France et Hollande savaient se taire, faisant semblant de ne rien voir. Ils

solitaire.

Dans la perspective des élections de 2021, toujours dans la peur de perdre le pouvoir et de répondre de leur mauvaise gestion, ils prirent les précautions, pour verrouiller le processus et s'éviter toute concurrence rude qui pourrait compromettre leurs chances de triompher loyalement. Prétextant la révision des textes électoraux sur des points retenus de manière consensuelle, ils profitent pour modifier à leur profit, des articles sensibles, dont certains ont même été manipulés à des fins personnelles pour barrer la route, au même candidat qui gêne et qu'une incarcération n'aura pas été suffisante à affaiblir. Malgré leur volonté de le diaboliser, de nuire à sa réputation, les Nigériens finirent par le lui imposer au second tour. Mais ne pouvant pas comprendre par un tel fait la stature de l'homme et son envergure nationale, ils continuèrent dans les mêmes peurs à le craindre, pour ne penser que des moyens de l'éviter à l'affronter. Il fallait alors détourner les textes pour l'empêcher carrément de se présenter, justifiant de fait que cet homme reste le plus populaire, et sans doute aussi, le plus apte à sauver ce pays des déviances socialistes et d'une gouvernance

merdique. Les grandes nations qui nous regardent, peuvent ainsi comprendre la supercherie, pour réaliser que rien ne saurait justifier objectivement le harcèlement dont il est victime et surtout cette fixation malade de socialistes qui ont trop peur de la démocratie, du leader du Moden/Fa Lumana et de ses sages qui ont pu éviter au Niger en 2016 bien de périls. Hama Amadou, n'est pas de l'ordre des hommes qu'on peut écraser pour aller dormir sur ses lauriers. Comme un autre, il n'est pas seul ! Et c'est sans doute pour cela que bien d'observateurs s'effraient pour le pays. Les gourous du système Guri doivent faire attention à leurs vanités pour éviter à ce pays des épreuves inutiles que des sages peuvent nous faire éviter.

C'est dans la même logique qu'il faut comprendre la mise en place d'une CENI unipolaire répondant aux seules préoccupations du Pnds – non même de la MRN – et ce pour les seules ambitions démesurées de caciques du pouvoir socialiste qui ne veulent rien céder pour conserver le pouvoir, le plus longtemps possible pour s'éviter des humiliations face à une histoire qui ne revient malheureusement d'eux aucune bonne réputation. Au regard de la composition actuelle de la CENI horriblement rose, rien ne peut rassurer la classe politique dans son ensemble à se hasarder dans une telle aventure pour légitimer un processus biaisé, et des résultats préfabriqués qu'on en sortira pour légaliser un pouvoir moribond fondé sur l'injustice et la gabegie que les Nigériens décrient et rejettent dans leur ensemble depuis des années. L'attitude de l'opposition, est tout à fait légitime et défendable de ce point de vue quand on sait que le Pnds, pour de telles observations à tout le moins inquiétantes, en d'autres temps, aura déjà remué ciel et terre pour se faire entendre. Pourquoi donc ce même parti qui prétend être le plus grand de l'échiquier soutenu par ailleurs par une multitude de partis politiques inféodés au système, peut avoir une attitude aussi surprenante que peureuse pour refuser d'écouter des adversaires politiques «minoritaires» qui ne demandent rien d'autre qu'un jeu transparent pour l'aider à triompher dans la gloire et la dignité ? De quoi le Pnds peut-il avoir si peur d'aller dans une élection inclusive, juste et crédible ? Pourquoi Hama Amadou les hante tant pour trembler à la seule prononciation de son nom ? Les Camarades, peuvent-ils manquer de bravoure à ce point ? Qui l'eut cru ? Difficile de reconnaître les Lions...

Bazoum et ses camarades doivent et peuvent comprendre que les Nigériens, ne peu-

vent accepter aujourd'hui, comme hier eux ne pouvaient l'accepter, qu'un processus électoral soit détourné au seul profit d'un clan, qui plus, dans le pays, ne fait pas le bien. Cette CENI-maison et cette loi électorale taillées sur mesure pour assurer la victoire d'un régime qui a fait ses preuves négativement et que les Nigériens ne sont pas prêts de reconduire, s'il faille forcer à aller avec aux prochaines consultations, sont porteuses d'incertitudes majeures pour le pays. Ils sont en effet nombreux à le décrier dans l'opposition et l'on sait qu'en plus, il y a des voix muettes au sein du pouvoir qui ne sauraient les cautionner jusqu'au bout même si, par quelques déclarations qui leur sont arrachées, certaines d'entre elles continuent à dire qu'elles soutiennent le régime pour éviter d'être congédiés du festin rose, malheureusement frugal depuis peu que le temps des vaches maigres les a surpris sur les chemins de l'aventure. Chacun, lorsque voyant le pire venir, ne peut que se mettre du côté de la nation et du peuple trahi pour se libérer du joug d'un système défaitiste qui n'exclut pas le pire pour rester aux affaires – entendre le mot dans son essence économique – en conservant le pouvoir.

Depuis des jours, faisant la sourde oreille aux interpellations somme toute crédibles de l'opposition, de la société civile et de certains partenaires, le régime fonce, refusant tout compromis qui mettrait le pays à l'abri de turbulences redoutées par les observateurs de la scène nationale. D'ailleurs, sur quelle force peuvent compter les «illuminés» du régime pour croire qu'ils peuvent conduire le pays par le forcing jusqu'à l'atteinte hypothétique de leurs objectifs si peu pensés pour le mieux-être du Niger et des Nigériens ? Pourtant, dans le silence des fatalismes et des résignations, les plus lucides peuvent percevoir des signes qui présagent des temps difficiles pour notre démocratie et pour la stabilité de notre pays mais aussi pour notre économie. Comment, ne pas compter avec la hargne vengeresse du mal terroriste, qui ne passe plus une semaine pour frapper et défier un régime fanfaron qui ne compte pourtant que sur des forces étrangères, quand il ne peut faire confiance aux siennes pour faire face à la situation sécuritaire devenue très préoccupante ces derniers temps ?

### ***Le Niger sur une trajectoire très glissante***

Les socialistes nigériens s'en foutent. Le pays, sa quiétude, sa cohésion, ne sem-

blent guère les préoccuper. Ne comptent chez que leur confort qu'il leur faut préserver à tout prix. Dans un pays fait de colères multiples, de malaises profonds, entourés de foyers de tension multiples, cerné par la violence barbare de bandits invisibles et sans identité traçage, il y a de quoi s'effrayer d'un gouvernement muet et indifférent finalement face aux drames que vivent les Nigériens face aux enlèvements et aux excursions meurtrières d'un terrorisme sournois. Depuis des jours, la France donne l'exemple : un peuple vaillant qui se batte quand il le faut, ne reculant devant rien. A celui qui expliquait qu'une manifestation de nuit est un péché mortel, impossible dans les démocraties normales et civilisées et notamment en France, les Françaises et les Français, par le soulèvement des "Gilets Jaunes", depuis des jours, montrent qu'un peuple, mis dos au mur par un pouvoir qui refuse de l'écouter, ne peut que faire face à des colères populaires incontrôlables. La France de ces derniers jours, donne à réfléchir : ceux qui servent de modèles à nos socialistes aliénés et complexés, montrent qu'ils sont tout aussi capables, face à la misère et au désespoir, de barbaries, quand on voit les violences et les feux qui brûlent depuis des jours, dans cette grande et belle France devenue triste ces derniers jours par les arrogances et l'indifférence d'une jeunesse et d'une immaturité qu'un hasard de l'histoire a portées à la tête de cette grande nation.

Le Niger n'a pas plus de chance que les autres nations : il y a à faire attention, ensemble, pour nous éviter des turbulences dommageables pour notre cohésion et notre avenir et ne pas encore retarder notre marche vers le progrès attendu depuis la conférence nationale pour quitter un rang qui ne nous a que trop humiliés dans le monde. Car, qu'on soit du pouvoir ou non, qu'on le reconnaisse et le dise ou qu'on le taise à dessein, une chose est évidente pour tous : le Niger va mal. La majorité des Nigériens le crient, tant pis qu'on ne les écoute pas ; les autres, le sandwich avarié encore à la bouche, se taisent, le temps de finir le régal, mais le réveil pour ceux-là risque d'être terrible : ils ne verront que les poussières d'un vent ravageur !

Quand l'envie de manger fait perdre à des hommes la tête et des lucidités, il faut croire qu'un pouvoir «sourd et aveugle», ne soit à la dérive...

Et les Nigériens doivent se réveiller pour éviter au pays le pire. Avant qu'il ne soit tard !

**Gobandy**

Impressionnante mobilisation politique du député Tanimoune Oumarou au meeting de Koré Mairoua

## La descente aux enfers du MPN-Kiishin Kassa continue

Le dimanche 25 novembre 2018, restera à jamais, une date gravée dans la mémoire des populations de la Commune rurale de Koré Mairoua. En effet, c'est ce jour que l'honorable député Tanimoune Oumarou a choisi, sur invitation de ses leaders politiques originaires de ladite commune, pour organiser un meeting grandiose dans cette localité. La place publique aménagée pour la circonstance était bondée du monde, des fidèles de l'honorable député, venus de tous les coins du département de Tibiri, à savoir les communes rurales de Douméga, Guéchémé, Koré Mairoua et Tibiri. Aussi, des participants venus des contrées lointaines ont-ils tenu à être présents à la cérémonie pour lui témoigner de leur soutien. Etaient présents à ce meeting qui sera gravé dans les annales de l'histoire des manifestations politiques à Koré Mairoua, des députés nationaux et de nombreuses autres sommités politiques pour encourager le député Tanimoune Oumarou, exclu précipitamment et sans discernement du Mouvement patriotique nigérien (MPN-Kiishin Kassa).



Le cérémonial a démarré avec le mot de bienvenue du président du comité d'organisation, M. Mamane Anaroua, également suppléant du député

Tanimoune aux dernières élections législatives de 2016. Après cette intervention, deux soutiens politiques de Tanimoune Oumarou, tous mem-

bres du Bureau politique national du MPN-Kiishin Kassa, ont rendu publique une lettre de démission collective du parti. Il s'agit des sieurs Malam Adamou Moumouni dit Zamani et Elhadj Hamissou Boubacar Liman.

«Cher ami et collègue Tanimoune, aujourd'hui tu dois t'estimer heureux pour avoir pris tes distances avec la barque MPN-Kiishin Kassa qui prend l'eau de tous les côtés», avait déclaré le député exclu du MPN-Kiishin Kassa, Elhadj Sani Mahamane Laouali dit Attiya de Maradi lors de son intervention au cours du meeting. L'honorable Attiya a poursuivi en disant que «le mensonge a beau courir, il sera rattrapé par la vérité». Un autre intervenant en la personne de Elhadj Ibrahim Sakadamna, exclu du parti de Ibrahim Yacoubou s'était exclamé en ces termes : «Mon ami Tanimoune Oumarou, en faisant le choix de prendre tes distances avec ce parti, la chance t'a bien souri, c'est même une aubaine pour toi, car au stade actuel, le MPN-Kiishin Kassa est cette bête fauve fougueuse, mais désormais affaiblie, qui est prise dans le piège des chasseurs intraitables ; ce qui veut dire qu'elle n'a aucune issue de sortie».

Après la lecture de la déclaration de Koré Mairoua et les interventions individuelles de plusieurs invités, l'honorable Tanimoune Oumarou a pris la parole, pour expliquer à l'assistance en général et à ses partisans en particulier, sa nouvelle orientation politique. Dans son intervention, le député Tanimoune Oumarou a souligné qu'il considérait son exclusion du MPN-KK comme un non évènement, raison pour laquelle il s'était

abstenu de se prononcer très tôt. Il dit prendre acte de cette exclusion, tout en prévenant Kiishin Kassa de sa ferme volonté à aller de l'avant politiquement avec tout le soutien politique dont il jouit. Il prévient MPN-KK de sa ferme détermination à contribuer considérablement à son affaiblissement dans l'Arewa, son seul fief électoral. Le député Tanimoune Oumarou poursuit en soulignant qu'il n'est pas né de la dernière pluie en politique. Il avait dû passer par les primaires de son parti, le RDP-Jama'a, avec deux autres candidats en 2009, dans la Commune rurale de Guéchémé, pour être retenu candidat aux élections législatives de la même année, communément appelées Tazartché. Depuis, l'honorable Tanimoune a été élu trois fois successivement, en 2009, 2011 et 2016, sans aucune contestation au sein de son parti, car le mérite a toujours été récompensé. Il a également précisé qu'il réaffirme sa fidélité et son soutien aux nobles acteurs du Président de la République, SEM Issoufou Mahamadou, chef de l'Etat. Ce nième départ d'une grosse ponte, véritable réservoir électoral, du MPN-Kiishin Kassa prouve, si besoin en est, la descente aux enfers de cette jeune formation politique dont l'avenir s'annonçait pourtant très promoteur, eu égard aux résultats appréciables qu'elle a engrangés aux dernières élections législatives et présidentielles. Un don de produits pharmaceutiques de premières nécessité, offerts par le comité d'organisation du meeting de soutien à l'honorable Tanimoune Oumarou, aux responsables du Centre de santé intégré (CSI) de Koré Mairoua a mis fin à la manifestation. **A.Y**

### Déclaration :

- Considérant le retrait spontané, unilatéral et sans concertation du Mouvement patriotique nigérien (MPN-Kiishin Kassa) de la mouvance présidentielle, prononcé hâtivement par son président, le 11 avril 2018 et entériné par la réunion extraordinaire du Bureau politique national (BPN) en date du 12 avril 2018 ;  
- Considérant la position constante de l'honorable député Tanimoune Oumarou contre les velléités du président du MPN-Kiishin Kassa à vouloir retirer le parti de la mouvance présidentielle, au motif que ses relations personnelles avec le Président de la République, SEM Issoufou Mahamadou, se seraient fortement détériorées ;  
- Considérant le communiqué du 23 mai 2018, par lequel l'honorable Tanimoune Oumarou réaffirmait son appartenance au MPN-Kiishin Kassa, tout en demeurant dans la mouvance présidentielle pour soutenir les actions du Président de la République, après une large concertation de ses leaders politiques ;  
- Considérant la décision N°08/MPN/KK/2018 du 18 juin 2018 ; consécutive à la réunion extraordinaire du BPN MPN KK du 17 juin 2018, prononçant l'exclusion de l'honorable

député Tanimoune Oumarou dudit parti ;  
- Considérant le traitement de faveur dont a fait l'objet le MPN KK dans la gestion du pouvoir au sein de la mouvance présidentielle, avec à la clé un poste hautement stratégique et de confiance confié à son président ;  
- Fustigeant la composition du Bureau politique national du MPN KK, qui a fait la part belle aux parents et amis ainsi que la gestion clanique dans la répartition des postes de responsabilité, au mépris de la géopolitique et du mérite ;  
- Soucieux de la nécessité de renforcer la consolidation des Institutions démocratiques et républicaines, fortes et stables ;  
- Considérant les multiples appels du Président de la République à l'endroit de toute la classe politique, en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale ;  
- Convaincus de la justesse du Programme de la Renaissance Acte II de SEM Issoufou Mahamadou, Président de la République, pour assurer un développement économique, social et culturel harmonieux de notre pays ;  
*Nous, soutiens politiques de l'honorable député Tanimoune Oumarou,*

*réunis ce jour dimanche 25 novembre 2018 à Koré Mairoua, faisons la déclaration dont la teneur suit :*

- 1) Saluons le courage politique et la sincérité des prises de position dont a fait montre l'honorable député Tanimoune Oumarou, tout au long de ce processus de retrait du MPN KK de la mouvance présidentielle ;
- 2) Apportons notre soutien indéfectible et sans conditions à l'honorable député Tanimoune Oumarou dans sa nouvelle orientation politique ;
- 3) Réitérons notre ferme engagement à lui garantir une victoire encore plus éclatante aux prochaines élections ;
- 4) Encourageons l'honorable député Tanimoune Oumarou à entretenir de loyales et saines relations, basées sur la sincérité, l'intégrité, la confiance et le respect de la parole donnée, avec tous ses partenaires politiques ;
- 5) Réaffirmons notre ferme attachement à l'Etat de droit et aux valeurs



démocratiques consacrés par notre loi fondamentale ;  
6) Soutenons sans réserve les actions du Président de la République, SEM Issoufou Mahamadou, visant à assurer le bien-être des populations nigériennes.

Fait à Koré Mairoua, le 25 novembre 2018

Droits des femmes au Niger

# La situation reste préoccupante

**A l'instar de beaucoup d'autres pays africains, au Niger la situation des femmes reste un sujet de préoccupation pour les défenseurs des droits de l'homme en général et ceux des femmes en particulier. Des jeunes activistes œuvrant dans la défense de ces droits jettent leurs regards sur la situation et proposent des pistes en vue d'améliorer la situation des femmes au Niger.**

Halima, la quinzaine est employée domestique au quartier Wadata de Niamey. Entre deux phrases elle ne manque jamais d'en vouloir à ses parents qui ont refusé de l'inscrire à l'école, alors qu'elle en voulait tellement. «*J'ai voulu qu'on m'inscrive à l'école, mais mes parents s'y étaient opposés, soutenant que les filles qui partent à l'école finissent généralement avec des grossesses hors mariage et honnissent ainsi leurs familles*», se désolait-elle. Hadizatou, visiblement du même âge, est aussi employée domestique comme Halima. Mais son histoire paraît plus pathétique. «*Non seulement mes parents ne m'ont pas inscrite à l'école, mais ils m'ont aussi donnée en mariage à un cousin que je n'ai jamais aimé. J'ai vécu dans un véritable enfer fait des violences de toutes sortes, avant de réussir à fuir le village et venir ici à Niamey*», s'indigne-t-elle. Elles sont sans doute nombreuses qui, comme Halima et Hadizatou, ont été victimes de la violation de leurs droits élémentaires à aller à l'école ou de se choisir un mari, ainsi que d'autres droits reconnus à la femme en tant qu'être humain. Malgré la ratification par le Niger de nombreux instruments juridiques internationaux et l'existence d'un important arsenal juridique et institutionnel national en la matière, la situation des droits des femmes est encore préoccupante au Niger. Juriste de formation, Mme Aminatou Daouda Hainikoye est une jeune militante des droits des femmes et des enfants. Elle est membre de plusieurs associations nigériennes de promotion des droits des femmes, dont le Réseau national des associations de jeunesse de lutte contre les IST-VIH/SIDA et la promotion des services de santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes (RENAIS). Pour cette activiste, même si la situation des droits des femmes a connu «une évolution significative», avec notamment la création de plusieurs associations et ONG œuvrant dans le domaine, le tableau est loin d'être reluisant. Selon elle, les droits politiques, sociaux et culturels des femmes restent encore «moins respectés» au Niger. Elle donne l'exemple du monde rural où, «dans la plupart des cas, l'accès à la terre et au foncier reste impossible à la femme». La militante des droits des femmes pointe aussi du doigt «la faible présence des femmes dans les instances décisionnelles affectant considérablement la jouissance de leurs droits civils et politiques en tant que citoyennes». Présidente du jeune réseau Alliance pour la Paix et la Sécurité (APAISE-NIGER), Rabia Djibo Magagi note que malgré la ratification par le Niger de plusieurs instruments juridiques internationaux et l'existence d'autres textes nationaux en la matière, la situation des droits des femmes reste une préoccupation. «Les femmes continuent d'être victimes des discriminations et des pratiques néfastes, dont les

*mariages forcés, les violences domestiques, les répudiations et les abus sexuels*», déplore-t-elle. Kaka Touda Maman, jeune activiste et membre de l'association Alternative Espaces Citoyens se lamente beaucoup plus sur le cas des femmes vivant en milieu rural. «Les femmes rurales portent l'essentiel des charges familiales, surtout pendant les périodes sèches où les maris désertent les villages pour l'exode. Elles se réveillent dès les premières heures de la journée pour aller chercher du bois et de l'eau, de fois en parcourant des kilomètres et, le plus souvent, avec des enfants sur le dos», déplore-t-il. Parlant des droits économiques des femmes, le jeune activiste, constate que ceux des femmes de la région de Diffa sont dangereusement remis en cause depuis le déclenchement de la crise sécuritaire liée à Boko Haram. «Avec l'état d'urgence imposé par le gouvernement nigérien et la peur de se faire enlever par Boko Haram, les femmes de la région de Diffa n'arrivent plus aujourd'hui à mener des activités économiques qui leur permettraient, avant, d'avoir une certaine autonomie. C'est le cas de la culture et de la vente du poivron, ainsi que le commerce du poisson fumé», explique-t-il. De manière générale, Kaka Touda Maman déplore aussi le fait que les femmes nigériennes continuent à souffrir de «la persistance des stéréotypes légitimant des pratiques traditionnelles comme les mariages forcés ou précoces, les mutilations génitales féminines, le faible accès des femmes à la justice et à la terre, ainsi que celui des filles à l'école».

## Un «manque de volonté politique»

S'ils saluent la ratification par le Niger de plusieurs conventions et traités, ainsi que l'adoption et la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel nationaux en matière de protection des droits de l'homme, les défenseurs de ces droits notent un certain manque de volonté politique à appliquer les textes. «Le problème au Niger, c'est moins l'existence des textes que leur application. Même lorsqu'un texte est ratifié ou adopté, il faut attendre plusieurs années pour avoir son décret d'application. Malheureusement, beaucoup de textes relatifs aux droits des femmes sont dans cette situation», regrette Aminatou Daouda Hainikoye. Cet avis est aussi partagé par Kaka Maman Touda, qui pense que si la situation des droits des femmes reste encore préoccupante au Niger, c'est en raison du manque de «véritables politiques publiques capables de prendre en charge la question de la femme».

## Des pistes pour améliorer la situation

Pour leurs défenseurs, les droits des femmes peuvent être mieux améliorés qu'ils le sont actuellement au Niger. Pour cela, ils proposent un certain nombre de pistes qu'ils pensent pouvoir conduire à cette amélioration. Pour



Aminatou Daouda Hainikoye, il est nécessaire qu'il ait une synergie d'actions entre les organisations féminines de défense des droits des femmes et celles d'obédiences religieuses et d'impliquer fortement les femmes rurales. Elle propose aussi que des plaidoyers soient menés en direction des hauts responsables de l'Etat, notamment le Président de la République, celui de l'Assemblée nationale et le Premier ministre et qu'il soit créé des alliances stratégiques entre les défenseurs des droits des femmes avec les artistes et les médias. Selon l'activiste Kaka Maman Touda, une amélioration de la situation des femmes au Niger nécessite l'implication de tous les acteurs de défense des droits de l'homme dans la lutte pour la promotion des droits des femmes. «Il faut qu'on cesse de penser que seules les organisations féminines ont le devoir de défendre les droits des femmes. C'est une question qui doit impliquer tous les défenseurs des droits de l'homme car, les droits des femmes ne sont aussi des droits de l'homme», estime-t-il. **K.I**

## LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIE D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /  
NIF:297 59/S

E-mail : [lemonde\\_niger1@yahoo.fr](mailto:lemonde_niger1@yahoo.fr)

**Directeur de publication**  
Arouna Yacouba  
94.95.75.33

**Directeur Commercial**  
Inoussa DICKO  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

**Conception & Composition**  
**LE MONDE D'AUJOURD'HUI**  
Tirage : 1 500 Exemplaires sur  
les presses de la G.I.N

MCA-Niger

# Réception de vaccins pour bétail

**Une cérémonie de réception de vaccins pour bétail s'est déroulée dans l'enceinte de la Direction Générale du Laboratoire Central d'Élevage de Niamey (LABOCEL), sous la présidence du ministre Délégué auprès du Ministre d'Etat de l'Agriculture et de l'Élevage en présence du Directeur général du MCA-Niger, Dr Annou Maman, du gouverneur de Niamey, de la Directrice générale du MCC Madame Kristine Penne, du Coordonnateur du MCC Niger et plusieurs autres invités. La directrice générale du MCC a saisi l'occasion pour réaffirmer toute sa satisfaction de cette mise en œuvre du programme au Niger**

Dans son allocution, le directeur général du MCA-Niger Dr Maman Annou disait que le Projet d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) est financé avec la Banque mondiale à hauteur de 45.000.000 USD, soit quelque 23 milliards de Fcfa. Les objectifs du MCA-Niger sont de vacciner 80 à 100% du cheptel nigérien, en soutenant notamment le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans l'éradication de la peste des petits ruminants d'ici 2021. Il comporte 3 composantes essentielles : l'amélioration de la santé animale ; la gestion des ressources naturelles ; et la facilitation de l'accès aux marchés. Pour la santé animale, Compact Niger appuie le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans l'organisation des campagnes annuelles de vaccination contre deux maladies majeures : la Péripleurite Contagieuse Bovine et la Peste des Petits Ruminants. C'est dans ce cadre que le Compact Niger a commandé les vaccins, objet de la cérémonie. En prenant la parole à son tour, Mohamed Boucha, ministre délégué auprès du Ministre d'Etat ministre l'Agriculture et de l'Élevage, disait : « c'est un insigne honneur et un réel plaisir pour moi de vous accueillir tous, dans les locaux de la Direction Générale du Laboratoire Central d'Élevage de Niamey (LABOCEL) pour la remise officielle par le MCA-Niger des vaccins contre la peste des petits ruminants et la péripleurite



contagieuse bovine au titre de la campagne gratuite de vaccination 2018-2019. J'aimerais de prime abord m'acquitter d'un agréable devoir, celui de témoigner de notre profonde gratitude, au nom du Ministre d'Etat de l'Agriculture et de l'Élevage, aux différents partenaires qui, en dépit de leurs multiples préoccupations, ont tenu à faire le déplacement pour rehausser, par leur présence, l'éclat de cette cérémonie. Les différents projets contenus dans le Compact sont financés à hauteur de 437 millions de dollars US. Le compact Niger qui n'intervient que dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéri a appuyé la conduite de la campagne de vaccination sur l'ensemble du pays à travers l'achat

de 16.300.000 doses de vaccins contre la peste des petits ruminants et 9.750.000 doses de vaccins contre la péripleurite contagieuse bovine et l'équivalent en diluant spécifique pour un montant d'environ 1.400.000.000 Fcfa. Avec la fourniture de matériels techniques au LABOCEL et à la DGSV et la prise en charge de la mise en œuvre des opérations de vaccination, c'est un total d'environ 2 milliards de nos francs que le MCA-Niger injecte dans la campagne de vaccination de 2018-2019. C'est dire que le vaccin que nous réceptionnons aujourd'hui vient à point nommé pour les éleveurs au lendemain du lancement de la campagne de vaccination 2018-2019».

A.Y

Création d'une Banque de l'habitat au Niger

## La présentation de la nouvelle Banque

**Monsieur Rabiou Abdou, Directeur Général de la nouvelle Banque de l'Habitat au Niger, a aminé une conférence de presse le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2018 dans la salle de conférence de ladite banque sur la présentation et le contexte dans lequel cette banque a été créée. Selon des données de l'Institut national de la Statistique (INS), la construction (offre) annuelle moyenne de logements est estimée à 4275 logements à Niamey et 11420 pour l'ensemble urbain. Ils sont à 95% construits par des circuits informels avec une qualité déficitaire. L'autopromotion et le lotissement non viabilisés prédominent sur le marché. La demande annuelle additionnelle (en flux) de logements est estimée à 5 000 logements à Niamey et 40.000 à l'échelle nationale (en milieu urbain).**



de 20 milliards en 2017 représentant environ 4% du total de crédits contre une moyenne UEMOA de 2%). La question du financement de l'habitat est importante en raison notamment de ses enjeux socio-économiques. Le secteur immobilier sert même de baromètre dans certaines économies comme celles des Etats-Unis d'Amérique. Au regard de l'importance de la question de logements sociaux, le gouvernement a pris les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre les actions et programmes prévus par la loi n°98-054 du 29 décembre 1998 relative à la Politique nationale de l'Habitat et du développement urbain, qui accorde entre autres avantages, des exonérations fiscales de l'ordre de 40% aux promoteurs immobiliers dans le cadre de la production des logements sociaux en Partenariat Public Privé.

Cette loi prévoit la mise en place de structures et mécanismes de financement de l'habitat et notamment : La création d'une banque de l'habitat ; la restructuration de la Sonuci ; la création d'un Fonds national de l'habitat ; un Centre de recherche et de Promotion des techniques et matériaux de construction ; une Agence nigérienne de réhabilitation et d'aménagement urbain (A.N.R.A.U.), chargée principalement de la réhabilitation des quartiers anciens et spontanés. C'est dans ce cadre que le gouvernement a prévu, dans le Programme de la Renaissance acte 1, la construction de 5000 logements entre 2011 et 2015 soit en moyenne 1000 logements par an ; ainsi que 10.000 parcelles viabilisées sur 5 ans en raison de 2000 parcelles viabilisées par an de 2011 à 2015. À la mise en œuvre, 1721 logements ont été effectivement réalisés dont 799

par les partenaires et sociétés privées de promotion immobilière avec la facilitation et/ou l'encadrement de l'administration (SATU, DB IMMO, ALMUTANKHADIMA ? CATAR CHARITY, etc.), et 922 logements réalisés par l'Etat via la Sonuci et autres démembrements de services étatiques (incluant 248 logements pour les Forces de défense et de sécurité par le gouvernement actuel). Sur les 10.000 parcelles à acquérir et à viabiliser sur les 5 années écoulées, seules 2000 parcelles ont été effectivement acquises (dont 1000 parcelles viabilisées achetées auprès de l'Agence VALIMO et BAKABE Group). Le taux de réalisation du programme est donc perfectible.

### L'actionnariat et structure du capital de la BHN

La Banque de l'Habitat du Niger est une société anonyme avec Conseil d'administration au capital de dix milliards (10.000.000.000) de francs Cfa, sise Place TOUMO, BP :2438 Niamey-Niger. Elle est inscrite au RCCM sous le numéro RCCM-NI-NIA-B-2036 du 26 juillet 2016. Elle est agréée par Arrêté n°0335/MF/DGOF/R/DMCE du 26 juillet 2018 et inscrite sur la liste des banques de l'UEMOA sous le N° H 0208H.

Sa création s'inscrit dans le cadre des dispositions de la Loi n°98-054 du 29 décembre 1998 relative à la Politique nationale de l'habitat et du développement urbain.

L'actionnariat de la banque est structuré ainsi qu'il suit : la CNSS avec 25% du capital, l'Etat du Niger avec 20%, la Sopamin avec 20%, la Sonidep avec 20%, la BOAD avec 8,25%, la Sonibanque avec 5%, des Privés nigériens avec 1,25% et NIA Assurance avec 0,5%.

### Mission de la Banque de l'Habitat du Niger

Elle s'articule autour des principaux points ci-après : Apporter son concours financier à la promotion immobilière en général, à la production et à l'amélioration de l'habitat social en particulier ; mobiliser les ressources adaptées au financement des projets immobiliers, et offrir toutes les gammes des produits et services bancaires innovants à la clientèle. L'ouverture de comptes est pour ce lundi 3 décembre 2018, dont la date d'inauguration est prévue pour le 15 décembre 2018.

A.Y